

B. Mauduit  
MED

## Compte rendu de réunion sur la coopération opérationnelle dans la région Méditerranée Practitioners' Network, 25 octobre 2011 à Bruxelles

### Participants :

Coordinatrice du Réseau AECID	Katja Legien Nuño Santos Postigo (Cabinet du Directeur) Carlos Moreno (département Med)
FIIAPP KfW GIZ	Tobias Jung Christoph Krieger (MENA Dept.) et Stefanie Ewerbeck (BXL) A. Stockmayer (conseiller Gouvernance)
BTC Lux Development AFD	Régine Debrabandere Vincent Glaesener Benoît Mauduit (MED) et Quentin Bérinchy (BXL)
CE (DEVCO)	Suzanne Kodsi

L'objectif de la réunion était de vérifier la possibilité d'une collaboration opérationnelle entre agences européennes sur un plan régional dans le cadre du Réseau des Praticiens, donc potentiellement plus large que les partenariats existants. Elargir le cercle des acteurs impliqués dans les cofinancements correspond d'ailleurs à l'idée en cours de discussion d'une plateforme européenne de financement. De plus, pour les Etats membres qui n'ont pas de banque de développement, il peut être important que les facilités européennes de financement ne concernent pas que le trio AFD, KfW et BEI. A cet égard, une participation plus active de l'AECID à la FIV est souhaitable (les représentants de l'agence espagnole allaient participer le lendemain à son conseil opérationnel).

La matinée a consisté en la présentation des activités et priorités respectives de quelques institutions représentées (AECID, AFD, CE, GIZ, KfW), pour laisser la place l'après-midi à un débat ouvert sur quelques sujets apparus comme susceptible de susciter des coopérations ultérieures :

- Création d'emplois et appui aux PME,
- Travail avec la société civile / comment choisir ses partenaires
- Gouvernance / appui aux réformes

**L'agence espagnole** a rappelé la croissance rapide de ses activités, engagée depuis ces dernières années. La zone méditerranéenne est la 2<sup>ème</sup> zone d'intervention après l'Amérique latine. L'Agence reconnaît un partage de valeurs et une histoire commune avec cette région. Elle dispose de bureaux dans les pays suivants : (Israël/TP, Tunisie, Jordanie, Egypte, Mauritanie, Maroc, Algérie (avec compétence sur le Sahara).

L'AECID a rappelé que le premier ministre Zapatero a été le premier à se rendre en Tunisie post Ben Ali.

L'AECID au-delà des secteurs « classiques » tels que le développement rural, la santé et l'éducation, indique que sa valeur-ajoutée est forte sur le sujet de la gouvernance et des transitions démocratiques (prenant l'exemple d'un programme en Irak), secteur sur lequel elle semble être le plus focalisé concernant la région méditerranéenne.

L'AECID a récemment été accréditée par la Commission. Elle a fait état d'une délégation de gestion à la GIZ.

L'AECID depuis quelques mois d'un fonds permanent (revolving) nommé FONPRODE, dont les ressources peuvent être investies sous forme de prêts ou de prises de participation. A ce titre, l'AECID a approuvé **une enveloppe de 300 M€ pour le soutien aux PME, qui sera gérée par la BEI.**

Les autres priorités de l'AECID concernent principalement d'une part la gouvernance et l'état de droit, d'autre part l'appui à la société civile. Elle pourrait être intéressée par une coopération opérationnelle dans ce secteur (comment sélectionner les partenaires, confronter les points de vue plutôt qu'adopter une démarche isolée).

L'AECID est également très active, en Amérique latine mais pas encore sur la région Méditerranée, dans le secteur de la microfinance et dans le secteur de l'eau. Un nouveau plan directeur pour 2013-2017 doit être élaboré en 2012 et les secteurs prioritaires pour l'agence dans la région pourraient être revus.

**Les priorités de la coopération allemande** (KfW et GIZ), fixées il y a plusieurs années, ont été confirmées après les « printemps arabes » : Climat-environnement-énergie, Eau et traitement des déchets, Education et développement économique durable.

**Le programme SPRING** de la Commission européenne (350 M€ : 65 M en 2011, 285 M en 2012) s'articule autour de deux volets :

- Réformes démocratiques (destiné aux autorités nationales, mais peut aussi soutenir la décentralisation)
- Développement économique inclusif (soutien aux PME)

De manière indicative la CE a prévu de répartir 40 % des fonds pour le premier axe et 60 % pour le second.

Le premier concours a été alloué à la Tunisie (appui au PAR, avec la Banque mondiale et l'AFD). Sur l'Egypte, le feu est au rouge pour l'instant.

L'accès aux concours sera proportionnel aux efforts des gouvernements bénéficiaires pour mettre en œuvre des réformes démocratiques. Ces concours sont additionnels par rapport aux interventions programmées dans les DSP et les PIN. L'utilisation des ressources de ce programme apparaît relativement souple. Il n'est pas nécessaire de passer en Comité IEVP. Le Parlement est toutefois informé. Il peut être mis en œuvre sous forme de coopération déléguée ou via de l'appui budgétaire. Les initiatives seront identifiées par les délégations : c'est à ce **niveau qu'il convient de placer des propositions d'interventions.**

**Les perspectives** ouvertes par l'atelier, encore peu concrètes à ce stade, concernent principalement l'AECID :

- Intérêt accru de l'agence espagnole de travailler avec les autres bailleurs, notamment AFD et KfW (outre la BEI, déjà délégataire de ressources du FONPRODE).
- Concertation avec l'AECID sur l'approche des ONG, notamment en Tunisie et en Egypte
- Discuter plus précisément de l'appui aux PME avec les personnes en charge de ce secteur
- Approcher FIIAPP sur le développement urbain, celle-ci disposant d'une unité spécifiquement dédiée à une approche globale des questions urbaines.

La CTB est également intéressée en principe, la coopération avec l'AFD étant inexistante en Méditerranée mais active en Afrique sub-saharienne.

**Conclusion** : Tous les participants s'accordent pour dire que la coopération doit s'établir avant tout sur le terrain, mais plusieurs sont intéressés de reproduire cette rencontre dans un an, pour faire le point.